Comité d'histoire de la Cour des comptes, *Le Palais Cambon* (par Jean-François Potton et Stéphanie Quantin, préface de Jean-Michel Leniaud), Paris, La documentation française, 2012, 96 p.

Christian Hottin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/10207>

DOI : 10.4000/insitu.10207

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Christian Hottin, « Comité d'histoire de la Cour des comptes, *Le Palais Cambon* (par Jean-François Potton et Stéphanie Quantin, préface de Jean-Michel Leniaud), Paris, La documentation française, 2012, 96 p. », *In Situ* [En ligne], 20 | 2013, mis en ligne le 20 février 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/10207> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.10207>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

*Comité d'histoire de la Cour des
comptes, Le Palais Cambon (par Jean-
François Potton et Stéphanie Quantin,
préface de Jean-Michel Leniaud), Paris,
La documentation française, 2012, 96 p.*

Christian Hottin

Figure 1

Page de couverture : Comité d'histoire de la Cour des comptes. *Le Palais Cambon*. Paris, La documentation française, 2012, 96 p.

- 1 Cette monographie consacrée à la Cour des comptes, largement rédigée par Stéphanie Quantin, conservatrice des monuments historiques, est publiée à l'occasion du centenaire de l'édifice : elle est une manifestation du désir de cette institution de se pencher avec assiduité sur son histoire tout en redécouvrant et embellissant son patrimoine. À ce titre, elle s'inscrit dans le prolongement des initiatives conduites par son premier président Philippe Séguin, aujourd'hui décédé : décoration par Bernar Venet, en 2007, du plafond de la bibliothèque (rebaptisée galerie Philippe Séguin), création du comité d'histoire de la Cour des comptes et des juridictions financières (2009), constitution de collections de documents sur l'histoire de l'établissement.
- 2 Moins que les sièges des assemblées parlementaires, ceux des grands corps de l'État ont retenu l'attention des historiens de l'architecture. On peut toutefois rapprocher cette étude de l'ouvrage publié naguère à l'occasion du deuxième centenaire du Conseil d'État, pour lequel Jean-Michel Leniaud prit en charge la partie consacrée à l'histoire architecturale¹. Cette comparaison mérite d'autant plus d'être faite que les deux juridictions ont une histoire commune et que leur physionomie actuelle a partie liée avec celle-ci : toutes deux se partageaient les salons du Palais d'Orsay jusqu'à son embrasement durant la semaine sanglante et elles connurent par la suite une certaine précarité avant d'être installées par la République, l'une au Palais Royal bientôt restauré, l'autre au « Palais Cambon », après quarante années d'hésitations et de projets non aboutis.
- 3 De fait, les ruines calcinées du Palais d'Orsay jettent encore leur ombre sur le nouveau siège de la Cour des comptes : tout le premier chapitre, œuvre de Jean-François Potton, leur est consacré, entre évocation des fastes passés et gravures mélancoliques. Jusqu'en

1898, elles restent en place, faisant le bonheur des peintres en quête d'un sujet pittoresque – tel Jean-Alfred Desbrosses – et donnant périodiquement quelque consistance à d'hypothétiques projets de réimplantation de la cour sur son ancien site. Exceptionnelle longévité d'une architecture morte, si l'on songe que l'Hôtel de Ville est déjà sorti de terre en 1882 lorsque, au terme de dix années de débats d'un monceau de projets, les Tuileries sont enfin rasées. La très longue période de gestation du palais de la Cour des comptes a du reste partie liée avec cette autre ruine monumentale, puisqu'il est question un temps de l'implanter au Pavillon de Marsan, avant que n'y aménage le Musée des arts décoratifs... Ce n'est qu'en 1896 que l'attention se porte sur le site de la rue Cambon et en 1898 que débutent les travaux de l'édifice actuel : les magistrats ne montrent en effet guère d'enthousiasme pour le site choisi, exigü, n'offrant qu'en direction du Nord un bien médiocre dégagement et fort peu propice à l'édification d'une œuvre conforme au cadre majestueux que souhaite la cour pour ces travaux.

- 4 La figure de Constant Moyaux, un « maître » en architecture, domine ces quatre décennies de laborieuse reconstruction : il devient en 1870 architecte du Palais d'Orsay et multiplie des années durant les projets de reconstruction du Palais ou de réimplantation de la cour sur d'autres sites. C'est en 1898 seulement qu'est adopté le projet définitif, le quarantième d'une très longue série. Le parcours de cet homme du Nord est d'un classicisme impeccable : élève de Lebas, Grand Prix de Rome, architecte des bâtiments civils et palais nationaux, professeur à l'École des Beaux-Arts, successeur de Garnier à l'Académie. Son œuvre se confond presque avec l'histoire du Palais de la Cour des comptes, tant il est vrai qu'il a peu construit : en dehors de quelques hôtels particuliers, d'une église et de divers travaux d'aménagements intérieurs, sa réalisation la plus notable est la transformation du château neuf de Meudon en observatoire, autre conséquence des événements tragiques de 1870-1871.
- 5 Avec une grande finesse et une réelle élégance de style, Stéphanie Quantin décrypte pour le lecteur l'architecture d'un bâtiment qui se dérobe aux regards du passant et ne se laisse que rarement visiter. Elle sait surtout mettre à profit ses connaissances en histoire des lieux d'archives pour restituer toute la complexité de cette réalisation, indiscernable au premier regard : en effet le Palais Cambon est un Janus bifrons de l'architecture du premier vingtième siècle, solidement ancré dans la tradition pour ses façades extérieures, ses espaces de représentation et de travail, hardiment porté vers la modernité pour ses magasins d'archives cachés au cœur de la parcelle. Partant des lignes générales jusqu'à entrer dans l'analyse des détails, elle s'attache à décomposer les multiples influences et références qui nourrissent le travail de Constant Moyaux, italiennes (le Palazzo Madama de Rome, le Palais Pitti à Florence) autant que Françaises (le Luxembourg de Salomon de Brosse, le Louvre tout proche). Moins riche est l'étude du décor, mais il est vrai que ce dernier a été pensé de manière très économique, l'œuvre la plus importante étant le plafond de Gervex, peintre habitué des commandes publiques, pour le plafond de l'escalier d'honneur. La partie la plus riche de l'ouvrage demeure celle dédiée à la part la plus secrète de l'édifice : les archives de la Cour des comptes sont certainement le premier bâtiment d'archives moderne de France, entendons par-là qu'elles résultent d'une réflexion programmatique très poussée (isolement, résistance aux charges), qui conduit l'architecte à rompre avec l'influence auparavant dominante des bibliothèques inspirées de Labrousse. Techniquement, ce programme est réalisé grâce à l'utilisation du procédé Hennebique, ce qui permet de pousser le bâtiment en hauteur. Le parallèle avec les immeubles de Chicago antérieurs de quelques années seulement est des plus pertinents,

et Stéphanie Quantin peut à bon droit voir dans la tour des archives de la Cour des comptes le « premier gratte-ciel de Paris », un titre qu'on réservait jusqu'à présent à l'immeuble d'Édouard Albert sur la rue Croulebarbe, d'un bon demi-siècle postérieur...

- 6 Ce beau et utile travail en appelle certainement d'autres, et invite à des comparaisons tant nationales qu'internationales sur l'architecture de ces lieux de pouvoir discrets que sont ministères et juridictions administratives. On aura à cœur, enfin, de suivre la piste suggérée par Jean-Michel Leniaud dans sa préface, lorsqu'il invite à dépasser l'étude de l'écriture architecturale pour s'essayer à l'anthropologie administrative...

NOTES

1. - LENIAUD, Jean-Michel. « Les lieux et les bâtiments ». Dans *Le Conseil d'État de l'An VIII à nos jours. Livre jubilaire du deuxième centenaire*. Paris : Adam Biro, 1999, p. 41-63. Voir aussi : SANSON, Marc. *Le Conseil d'État au Palais royal*. Paris : Monum-éditions du patrimoine, 172 p.

AUTEUR

CHRISTIAN HOTTIN

Département du pilotage de la recherche et de la politique scientifique, Direction générale des patrimoines, Ministère de la Culture et de la Communication christian.hottin@culture.gouv.fr